



Besançon, le 22 Mai 2020

MONSIEUR JOEL MATHURIN  
PREFET DU DEPARTEMENT DU DOUBS  
PREFECTURE  
8 BIS RUE CHARLES NODIER  
25000 BESANCON

**Objet : Réouverture des écoles**

Monsieur le Préfet,

Suite à l'annonce du Président de la République du 11 avril, le Premier Ministre a confirmé le 28 avril la reprise de l'école, à partir du 11 mai, par petits groupes et sur la base du volontariat des familles.

Un protocole sanitaire national a été publié le 4 mai ; il précise les modalités de réouverture et de fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires après la période de confinement. Il a été également précisé que les ouvertures de classes et d'écoles se feraient avec l'accord des maires des communes.

Ces derniers ont très clairement manifesté leur engagement pour permettre une ouverture dans les meilleures conditions de sécurité sanitaires pour les enfants, les enseignants et les agents municipaux, malgré les difficultés liées à la proximité et au brassage inhérent à la vie scolaire.

Ainsi, des choix ont été faits par les communes, en termes de niveaux accueillis, en fonction de leurs ressources en personnel et sur les bases des locaux dont elles disposent, dans un esprit de pleine responsabilité, en lien avec la direction des services départementaux de l'éducation nationale.

L'accueil d'une partie des enfants, tel que réalisé dans cette première phase de déconfinement, résulte d'un fragile équilibre entre des effectifs d'enseignants mobilisables pour l'enseignement distanciel ou présentiel et les effectifs d'agents municipaux appelés à assurer notamment l'entretien des locaux, la restauration et le périscolaire, et les contraintes ou souhaits des parents, l'ensemble devant assurer les missions classiques en même temps que garantir la sécurité sanitaire.

Il est capital, pour la réussite de ce retour à l'école, que la confiance revienne chez les parents afin que, de semaine en semaine, la situation se rapproche de la situation normale. Nous avons bon espoir que ce soit possible si les activités scolaires et périscolaires peuvent être concentrées sur les niveaux accueillis et l'accueil des enfants des personnels mobilisés par l'urgence.

Pour autant, nous avons acquis la certitude que, si les familles nous confient leurs enfants sur une partie des niveaux, dans le respect du protocole sanitaire qui prévaut aujourd'hui, nous sommes dans l'impossibilité d'élargir nos capacités d'accueil, ni à partir du 2 juin, ni pour la rentrée de septembre. Il nous semblait capital de vous l'indiquer sans ambages.

En effet, ni les capacités d'accueil que la distanciation conduit à multiplier, ni les effectifs municipaux, animateurs, ATSEM, agents d'entretien ne seront suffisants, et cela même si des recrutements sont effectués, même si les rares locaux externes aux écoles sont investis. Les conditions de mise en place et de respect des règles sanitaires conduisent en effet, vous le savez, à une division des classes qui se traduit par une multiplication des besoins en locaux, en accueils, en entretien,...

Sur les territoires ruraux, à ces difficultés s'ajoutent les contraintes liées aux transports scolaires et au brassage d'élèves qu'ils génèrent, ou à l'absence de services périscolaires dans de nombreuses communes.

Dans ces circonstances, il n'est pas envisageable de faire porter durablement aux communes la responsabilité du choix des enfants qui peuvent fréquenter l'école de la république et en conséquence du choix de l'impact professionnel pour leurs parents.

Il n'est pas non plus imaginable de laisser les familles dans l'illusion que l'école pourra accueillir tous les enfants dans les conditions actuelles. Sans définition de nouvelles règles, sans ajustement du protocole sanitaire en vigueur, notamment sur le champ de la distanciation physique, le risque est majeur de créer des attentes et de faire perdurer un malentendu dont nous aurons collectivement beaucoup de peine à sortir.

Nous souhaitons donc attirer solennellement votre attention, M le Préfet, et celle de l'Etat, sur cette situation que nous savons partagée par beaucoup de communes, afin que d'ores et déjà un travail puisse être conduit au plus haut niveau afin d'anticiper les échéances à venir.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de notre considération distinguée.

Ville de  
BESANCON et  
Grand Besançon  
Métropole



Le Maire et  
Président,  
Jean-Louis  
FOUSSERET

Ville de  
Montbéliard



Le Maire,  
Marie-Noëlle  
BIGUINET

Ville de  
PONTARLIER  
AMD



Le Maire et  
Président,  
Patrick GENRE

Commune de  
Belmont  
AMR



Le Maire et  
Président,  
Daniel CASSARD

